

TRIBUNE

# Pour un sursaut des libertés fondamentales, 300 personnalités se mobilisent

Un collectif d'artistes, écrivain.es, responsables syndicaux et associatifs, dont Annie Ernaux, Sophie Binet ou Nicolas Mathieu, appelle à une coalition de grande ampleur afin de garantir les libertés d'expression et de manifestation, de lutter contre les violences policières et contre toutes les discriminations.



Manifestation contre les violences policières et le racisme systémique, à Paris, le 23 septembre 2023. (Stéphane Lagoutte/Myop pour Libération)

par Un collectif  
Libération, 23 novembre, 2023

Le **23 septembre**, nous étions des dizaines de milliers à marcher dans toute la France contre les violences policières, le racisme systémique, pour les libertés publiques, la justice sociale. Ces marches, organisées à l'appel d'un vaste collectif d'associations, de syndicats, de partis politiques et de collectifs militants des banlieues populaires ont été un moment fondateur

dans la riposte nécessaire face à la dégradation continue des droits fondamentaux.

Depuis, les dramatiques événements en Israël-Palestine ont donné lieu à de nouvelles attaques contre les libertés publiques de la part du gouvernement : des consignes d'interdiction de certaines manifestations de soutien au peuple palestinien heureusement contrecarrées par le Conseil d'Etat, la multiplication des amendes dressées de manière arbitraire lors de manifestations, l'interpellation à son domicile par la police et la mise en garde à vue du secrétaire général de la CGT 59 pour un tract appelant à manifester.

La répression des contestations écologiques, sociales et démocratiques atteint un niveau inédit. Beaucoup des techniques policières de répression ont souvent été appliquées aux populations racisées des quartiers populaires dans un silence assourdissant, alors que leurs habitants affrontent déjà des discriminations dans l'accès au logement, au travail, et dans d'autres pans de leurs vies. Mais à l'heure actuelle, où les urgences sociales et climatiques se font de plus en plus pressantes, les gouvernements successifs banalisent aussi les violences et les intimidations judiciaires contre les salarié.es en lutte, les militant.es écologistes et plus globalement toutes celles et ceux qui se battent pour un avenir meilleur.

La restriction des droits s'opère de façon cumulative par touches successives avec par exemple la transposition des règles de l'état d'exception dans la loi ordinaire. Petit à petit, s'instaure ainsi un nouveau régime juridique. Avec pour résultats, des assignations à résidence, des perquisitions abusives, des interpellations préventives, une intimidation des journalistes, la liberté d'expression des associations étouffée, voire pire des dissolutions arbitraires.

L'Etat de droit laisse peu à peu la place à un état d'exception. La Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a d'ailleurs exprimé son inquiétude concernant la liberté d'expression dans notre pays. Et en France, la Défenseuse des droits a déploré un nombre inquiétant de saisines pour violences policières. François Molins, alors procureur général auprès de la Cour de cassation, avait même alerté sur ce durcissement autoritaire et mis en garde contre «*les procès en terrorisation*» de l'action politique et syndicale.

## **Nous n'acceptons pas ces dérives dangereuses**

Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'une fraction de l'institution policière paraît hors contrôle. Des déclarations factieuses de certains

syndicats de policiers, se disant «*en guerre*» contre «*des nuisibles*» suite au meurtre de Nahel, aux déclarations du directeur général de la police nationale, du préfet de police de Paris et du ministre de l'Intérieur, demandant que le droit commun ne s'applique pas aux policiers, c'est à la remise en cause de l'Etat de droit que nous assistons.

S'attaquer à l'indépendance de l'autorité judiciaire, c'est en effet mettre en question l'Etat de droit et, plus largement, manquer de respect à notre Constitution, donc à notre démocratie. Un responsable politique de premier plan de la majorité présidentielle, Edouard Philippe, envisage même «*un droit et une organisation spécifique aux musulmans*». Ce qui remet frontalement en cause l'égalité de traitement des citoyen·es devant la loi.

A présent l'islamophobie s'exprime sans vergogne. Il est nécessaire d'y mettre un coup d'arrêt. Les propos et actes racistes, dont les contrôles au faciès, dénotent ce qui nous apparaît comme un racisme systémique au sein de la police et de l'Etat. Ils perdurent bien qu'ils aient été identifiés, dénoncés, prouvés par de nombreuses instances internationales ou nationales.

Nous n'acceptons pas ces dérives dangereuses qui transforment en profondeur notre pays. Elles sont liées à une politique néolibérale de plus en plus brutale sur le plan social et environnemental. Plus cette politique brutalise, plus ses promoteurs ont besoin de faire taire les gens et les mouvements qui s'y opposent et luttent pour la justice sociale et écologique.

C'est pourquoi, artistes, écrivain·es, responsables syndicaux et associatifs, membres de collectifs de résistance dans les quartiers populaires, militant·es écologistes, responsables politiques, avocat·es, magistrat·es, médecins, sociologues, économistes, historien·nes, philosophes, nous décidons d'agir ensemble de façon permanente. C'est une coalition de grande ampleur que nous voulons constituer, afin de garantir les libertés fondamentales, de lutter contre les violences policières, contre toutes formes de racisme, contre les discriminations systémiques, et notamment celles liées à l'origine, à la couleur de peau, à la religion réelle ou supposée, opérées sur les habitant·es des quartiers populaires.

**Les 50 premiers signataires : Arié Alimi** Avocat **Djamel Attalah** Marcheur historique de 83 **Gwenaëlle Aubry** Ecrivaine **Ana Azaria** Femmes Egalité **Etienne Balibar** Philosophe **Olivier Besancenot** NPA **Pierre Bergounioux** Ecrivain **Sophie Binet** Secrétaire générale de la CGT **Manuel Bompard** LFI **Vincent Brenghart** Avocat **Anina Ciuciu** Ecrivaine **Claire Dujardin** Présidente du Syndicat des avocats de France **Enima** Dernière Rénovation **Farid el-**

**Yamni** Comité justice et vérité pour Wissam **Annie**  
**Ernaux** Ecrivaine **Jean-Baptiste Eyraud** Droit au logement **Didier**  
**Fassin** Sociologue **Eric Fassin** Sociologue **Murielle**  
**Guilbert** Codéleguée Union syndicale Solidaire **Norredine**  
**Iznasni** Cofondateur du Mouvement immigration banlieues **Jean-**  
**François Julliard** Directeur général de Greenpeace-France **Pierre**  
**Khalfa** Economiste, fondation Copernic **Mornia Labssi** Inspectrice du  
travail **Bernard Lahire** Sociologue **Frédéric**  
**Lebaron** Sociologue **Olivier Lecour Grandmaison** Historien **Danièle**  
**Lochak** Professeure de droit, Gisti **Frédéric**  
**Lordon** Philosophe **Nicolas Mathieu** Ecrivain **Dominique**  
**Manotti** Ecrivaine **Bertrand Mertz** Avocat **Marwan**  
**Mohammed** Sociologue **Mame-Fatou Niang** Professeure de littérature  
francophone, **Gérard Noiriel** Historien **Imane Ouelhadj** Présidente de  
l'Unef **Willy Pelletier** Sociologue, Coudes à coudes **Monique Pinçon-**  
**Charlot** Sociologue **Lorraine Questiaux** Avocate **Kim**  
**Reuflet** Présidente du Syndicat de la magistrature **Denis**  
**Robert** Ecrivain **Jérôme Rodrigues** Gilets jaunes **Gisèle Sapiro**  
Sociologue **Eléonore Schmitt** Porte-parole de l'Union  
étudiante **Maboula Soumahoro** Présidente de Black History  
Month **Alfred Spira** Epidémiologiste **Gaspard Tamagny** Porte-parole  
d'Alternatiba **Benoit Teste** Secrétaire général de la FSU **Ritchy**  
**Thibault** Cofondateur du collectif Peuple Révolté **Marine**  
**Tondelier** EE-LV **Youlie Yamamoto** Porte-parole d'Attac.

[Retrouvez l'ensemble des signataires.](#)